

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 14 au 20 mars 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relations Mexique – Etats-Unis :

Le Président mexicain, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), a rencontré le 19 mars le gendre du Président Donald Trump et conseiller de la Maison Blanche, Jared Kushner, avec lequel il s'est entretenu sur les questions bilatérales telles que les migrations et le commerce. AMLO a notamment déclaré qu'ils avaient évoqué la possibilité de signer un accord bilatéral garantissant des investissements pour un montant de 10 Mds USD en Amérique centrale et au Mexique.

Économie :

L'annulation du Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico (NAIM) a significativement affecté l'activité économique mexicaine sur le T4 2018, selon un rapport de la Banque centrale (Banxico).

Dans son rapport sur les économies régionales, Banxico soulève que le secteur de l'industrie manufacturière s'est contracté dans toutes les régions du Mexique (notamment dans le centre du pays). La construction et le commerce ont également été significativement touchés dans toutes les régions.

Fitch réduit à 1,6% ses prévisions de croissance du PIB pour 2019, contre 2,1% estimé en décembre. L'agence justifie cette baisse par le ralentissement économique enregistré à la fin 2018.

Les acteurs financiers étrangers se sont montrés plus intéressés par la place boursière mexicaine que les Mexicains : les flux de capitaux étrangers dirigés vers le marché des actions mexicain ont atteint 1,13 Md USD en février, selon Banxico. Cet intérêt survient alors que les variations de la place boursière mexicaine ont été négatives (- 2,65 % en février dernier).

La politique de lutte contre le blanchiment d'argent au Mexique fera l'objet d'une évaluation par l'Union Européenne en 2019, en parallèle de celles de l'Argentine et de la Russie. Le Mexique est classé 82^{ème} sur 112 juridictions dans le *Financial Secrecy Index* de 2018.

Le dollar américain a clôturé à 18,83 MXN mercredi 20 mars, soit son niveau le plus bas depuis la prise de fonction du gouvernement mexicain. Cette appréciation du peso mexicain de 0,99% sur la journée fait suite à l'annonce de la Fed du maintien de son taux directeur. Au total, le peso mexicain a accumulé une appréciation de 2,54% sur trois jours consécutifs, soit la monnaie émergente la plus performante de ces derniers jours, selon les informations de Bloomberg.

Le Ministère de l'Economie a annoncé le rétablissement du libre-échange dans le secteur automobile entre le Mexique et le Brésil, avec des règles d'origine régionale fixées à 40%, suite à sept ans de restrictions douanières. En 2017, les exportations mexicaines du secteur automobile vers le Brésil représentaient 2,1 Mds USD et les importations 1,8 Mds USD.

Le programme de raffinage du Ministère de l'Energie, qui prévoit d'atteindre d'ici la fin de l'année 70% des capacités opérationnelles des 6 raffineries du pays, impliquera une baisse des exportations de pétrole brut de plus de 40%, selon le quotidien *El Economista*. D'après ce plan, près de 1,1 M de barils quotidiens seraient raffinés sur le territoire mexicain dès 2020, contre une moyenne de 610 000 barils par jour en 2018 (38% des capacités des raffineries). Les volumes exportés seraient alors de 680 000 barils par jour, contre une moyenne de 1,2 M en 2018.

Lors de l'ouverture de la Convention Bancaire annuelle à Acapulco, le président sortant de l'Association des Banques du Mexique (ABM), Marcos Martínez Gavica, a annoncé qu'aucun accord n'avait encore été trouvé avec les autorités concernant le sujet des commissions bancaires. Il a par ailleurs confirmé que les banques « continueront à être le meilleur allié du pays et de chaque Gouvernement pour promouvoir la croissance économique ».

En clôture de la Convention Bancaire, le 22 mars, Luis Niño de Rivera prendra ses fonctions de nouveau président de l'Association des Banques du Mexique (ABM), quittant son poste de président du Conseil d'Administration de Banco Azteca.

Finances Publiques :

Selon Moody's, les changements réalisés par le Ministère des Finances au mécanisme de stimuli fiscaux sur le prix des carburants, annoncés le 11 mars dernier, devraient avoir un impact négatif sur les « participations fédérales », c'est-à-dire sur les transferts réalisés par le Gouvernement fédéral vers les budgets des États fédérés.

Ces modifications devraient limiter la croissance de ces transferts à seulement 4% en 2019. Les participations fédérales sont également impactées par la faible collecte de l'impôt sur les automobiles neuves, compte tenu de la baisse de la vente de ces dernières.

Selon la Commission Nationale des Fonds de Retraites (Consar), les administrateurs de ces fonds (Afores) se sont davantage tournés vers des investissements en infrastructure en 2018 que vers les dettes des entreprises d'Etat PEMEX et CFE, pour la première fois depuis 2009. Fin 2018, les Afores détenaient 6,8% de la dette de PEMEX (3,6 Mds USD, +2,7% g.a.) et 27,6% de la dette de CFE (2,6 Mds USD, +8,3% g.a.) tandis que leurs investissements dans les infrastructures représentaient 6,8 Mds USD (+21,4% g.a.).

La Commission Indépendante pour la Réforme de la Fiscalité Internationale des Entreprises (ICRICT) estime que le plan de développement du Président AMLO pourrait échouer si les impôts et la fiscalité sur les multinationales n'augmentent pas. Une collecte fiscale plus importante permettrait de soutenir l'investissement public et les programmes sociaux afin d'atteindre la croissance de 4% que s'est fixée pour objectif le Président de la République pour la fin de son sexennat. Le Mexique perdrait entre 67 et 128 Mds USD de recettes fiscales chaque année à cause de la fraude fiscale selon *Global Financial Integrity*.

Entreprises et grands contrats :

La Ministre de l'Énergie, Rocío Nahle, a proposé une restructuration interne de la Commission Fédérale d'Electricité (CFE – entreprise publique de production, transport et distribution d'électricité), via le regroupement de ses 6 filiales de production. Selon elle, la structure actuelle empêche la communication effective entre les différentes entités, générant un surcoût de 60 Mds MXN (3,2 Mds USD) en 2017 (chiffres de l'Auditeur Supérieur de la Fédération). Les experts ont critiqué le projet, pouvant aboutir à un monopole de la CFE sur le marché ou à une structure de marché imposant des barrières à l'entrée de nouveaux acteurs.

L'entreprise française Technip fait partie des 4 entreprises invitées par PEMEX à participer à la construction de la nouvelle raffinerie de Dos Bocas dans le Tabasco, avec Bechtel-Technip (USA), Worley Parsons (AUS) et KBR (USA). Le Gouvernement mexicain a destiné 50 Mds MXN (2,6 Mds USD) de son budget 2019 à ce projet et prévoit d'inaugurer cette raffinerie, la septième du pays, en 2022. Le site aurait une capacité de traitement de 340 000 barils par jour.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 20/03/2019
Bourse (IPC)	+2,9%	-8,3%	43156,21 points
Taux de change USD/Peso	-2,3%	+2,1%	18,83 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,6%	-5,5%	21,49 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+1,1%	+5,7%	60,98 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) souhaite favoriser l'émergence de nouveaux grands projets d'infrastructures (ferroviaire, gazoduc, énergie) dans la région. Elle envisage pour ce faire de financer deux lignes ferroviaires : une première (de fret et de personnes) entre San Salvador et Puerto Cortés (Honduras) et une seconde (de fret) qui relierait le Panama et le Mexique. La BCIE prévoit également de soutenir un projet de gazoduc dans le Triangle Nord (Guatemala, Honduras et Salvador) et de contribuer à financer des infrastructures portuaires pour accroître le trafic maritime entre le Honduras et les Caraïbes.

D'après l'indice Mercer, qui analyse la qualité de vie et les villes où il fait bon entreprendre des affaires, les capitales de la zone CA-4 (Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) figurent parmi les pires villes d'Amérique Latine pour ouvrir une filiale avec des employés internationaux. Guatemala City, San Salvador, Managua et Tegucigalpa occupent respectivement les 158^{ème}, 175^{ème}, 180^{ème} et 189^{ème} rangs sur 231. Les mauvaises conditions de transport, les problèmes d'insécurité et la faible offre de services publics nuisent à l'attractivité des villes centraméricaines.

Le gouvernement du Costa Rica prévoit de solliciter un prêt de 250 M USD auprès de la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) afin de financer les travaux d'entretien de 500 ponts du réseau routier national et d'autres travaux d'infrastructures.

L'augmentation de la TVA prévue sur les services d'hébergement fournis via la plateforme Airbnb et autres plateformes similaires a été supprimée du projet de loi en cours de discussion à l'Assemblée législative.

Les exportations du Costa Rica vers la Chine ont quadruplé en 3 ans, passant de 46 M USD en 2016 à 200 M USD en 2018. En 2018, les ventes vers la Chine de prothèses médicales ont atteint 59 M USD, les ventes de sucre 36 M USD et de bœuf, 22 M USD, enregistrant des augmentations respectives de 789%, 42% et 46% par rapport à 2017.

L'activité économique du Costa Rica, mesurée par l'Indice Mensuel d'Activité, a enregistré en janvier 2019 une croissance de 1,6%, soit 1,4 point de pourcentage de moins qu'en janvier 2018. Cette baisse est en partie due au ralentissement de l'activité agricole (-1,2% g.a.), essentiellement imputable à une diminution de l'exportation de bananes et ananas ; mais également à la contraction du secteur commercial (-0,2% g.a.), due à une moindre commercialisation des biens de consommation durables, tels que les automobiles et les appareils électroniques.

Le Costa Rica a mis en œuvre 83% des recommandations techniques du Groupe d'Action Financière (GAFI) pour la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; contre seulement 55% en 2015. Le Costa Rica a notamment mis en place des mesures préventives, pour le secteur bancaire principalement, et des mesures pour l'amélioration de la transparence des sociétés.

D'après la Superintendance bancaire du Guatemala (SIB), les dettes bancaires contractées par 2 millions de Guatémaltèques ont dépassé 9,6 Mds USD en 2018. 1,2 million de personnes possèdent un emprunt auprès d'un établissement bancaire et 800 000 sont endettées via leur carte de crédit. 24% des adultes dans le département de Guatemala possèdent au moins un prêt ; la moyenne nationale étant de 13,1%.

Le Gouvernement a annoncé son intention d'investir près de 143 M USD dans la réparation et l'entretien du réseau routier national en 2019. Des travaux de réparation sur les routes CA-2 Occidente entre Suchitepéquez et San Marcos font partie des investissements envisagés.

La dette publique extérieure s'est élevée à 7,4 Mds USD en 2018, soit 3,3% de plus qu'en 2017. Rapportée au PIB, la dette publique extérieure a cependant diminué, passant de 31,1% du PIB en 2017 à 30,5% du PIB en 2018.

Au cours des deux premiers mois de 2019, le pays a reçu 776 M USD de remesas, soit 12% de plus que sur la même période de l'année 2018.

La construction du nouveau quai (Muelle 2A) du Port Cortés, lequel servira principalement à exporter des marchandises (sable, gravier) vers les États-Unis, devrait être terminée en novembre de cette année, d'après l'entreprise Grupo Avanza, en charge du projet. Plus de 22 M USD ont été investis. La Empresa Nacional Portuaria (ENP) estime que cette extension portuaire favorisera la compétitivité du Port Cortés sur la scène internationale, notamment en Amérique centrale.

A travers deux accords de coopération, le Gouvernement suisse s'engage à verser 15 M USD de dons au Honduras pour créer des emplois durables dans différents départements du pays. Le premier accord, d'un montant de 6,8 M USD, bénéficiera aux familles productrices de cacao biologique des départements de Cortés, Santa Bárbara, Atlántida, Yoro et Colón. 8,2 M USD seront consacrés à l'amélioration des conditions de vie des familles travaillant dans des domaines tels que l'écotourisme côtier, la noix de cajou et l'élevage durable dans la région du golfe de Fonseca.

Le Parlement européen va évaluer la suspension éventuelle du Nicaragua de l'accord d'association, qui permet à 91% des produits nicaraguayens, principalement des produits agricoles, d'entrer dans les 28 pays de l'Union Européenne à des conditions préférentielles. Le Parlement européen a également demandé à ce que Daniel Ortega ne puisse pas obtenir de visa pour voyager dans l'UE et que ses comptes sur le sol européen soit gelés jusqu'à ce que les droits de l'Homme soient rétablis dans le pays. La décision finale d'appliquer ces sanctions sera prise par les différents Ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Une étude de la BID indique que la fermeture de routes entre mai et juin 2018 dans 10 départements du pays, en raison de la crise, a entraîné des pertes de marchandises de 6,3 Mds USD en provenance du Honduras, du Salvador, du Costa Rica et du Panama, soit plus de 50% du commerce annuel de l'isthme, selon la BID. Les pays les plus touchés par la crise nicaraguayenne sont le Guatemala, le Costa Rica et le Panama, en raison du grand volume de leurs marchandises transitant par le Nicaragua.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M

Un nouveau couloir logistique de 7,7 km a été inauguré dans le canal de Panama. Une partie de la route, qui était initialement utilisée pour les opérations internes du canal, a été rénovée pour permettre l'utilisation de camions de marchandises, moyennant le paiement de péages.

La dette publique du Panama a atteint 39,5% du PIB en 2018, alors qu'elle enregistrait un niveau de 37,5% en 2017.

En 2018, l'investissement du secteur privé pour les projets de construction a diminué de 50%, atteignant 900 M USD, contre 1,8 Md USD en 2017. Ce niveau constitue un record de faible investissement privé dans le secteur de la construction.

En février 2019, l'inflation a observé un repli de 0,5% (g.a.), dû à une baisse des prix dans le secteur du transport (-3,7% g.a.), des télécommunications (-1,5% g.a.), et de l'industrie textile (-1,2% g.a.).

La production de café a diminué de 14,6% entre 2017 et 2018. Cette baisse de la production s'explique en grande partie par les conditions climatiques difficiles (pluies trop importantes, vents violents, sécheresses). L'industrie du café représente 212 M USD soit 0,4% du PIB du pays.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M

La Chambre Constitutionnelle a admis le recours en justice de l'Association du Sucre contre la décision du Gouvernement de mettre fin à l'accord commercial avec Taïwan et a ordonné la suspension provisoire de cette décision.

Selon la Chambre de l'Industrie Textile et des Zones Franches (CAMTEX), les exportations du secteur textile salvadorien ont généré en 2018 près de 2,7 Mds USD de recettes, soit une hausse de 3% par rapport à 2017. Les Etats-Unis demeurent la principale destination des exportations (2 Mds USD). Les exportations vers l'Amérique centrale ont représenté 517 M USD. Le secteur textile représente 3,3% du PIB, 46% des exportations totales du Salvador et génère plus de 84 000 emplois directs.

La Chine s'engage faire don de 150 M USD au Salvador pour des programmes de développement et des projets d'infrastructure, dans le cadre du Programme Bilatéral de Coopération signé entre les deux pays. Pékin n'a cependant pas précisé les projets dans lesquels la Chine souhaiterait investir. Dans le cadre de son programme de coopération, la Chine a également fait don de 15 000 ordinateurs portables à 316 000 étudiants dans 558 écoles et a mis en place un programme de bourses qui bénéficiera jusqu'en 2023 à 25 étudiants diplômés et 10 étudiants en deuxième cycle universitaire (maîtrise).

Dans le cadre d'un déplacement de 3 jours à Washington du nouveau Président salvadorien élu, Nayib Bukele, l'institution de financement du développement des Etats-Unis (OPIC) a promis d'accroître sa participation dans de grands projets au Salvador. Les autorités américaines ne se sont pour le moment engagées sur aucun montant, mais Bukele espère parvenir à un accord portant sur 2 Mds USD.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Le Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a annoncé la création d'un marché obligataire secondaire, permettant aux particuliers d'avoir accès aux bons du Trésor au même titre que les banques commerciales. La BRH envisage de permettre aux entreprises de pouvoir se financer sur ce nouveau marché.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le projet de reconstruction de l'autoroute Mandela est achevé à plus de 90%, selon un communiqué de la National Works Agency (NWA). Ce projet, doté d'un budget de 64 M USD, comprend des travaux de construction de routes, notamment la construction d'un couloir à six voies de 3,5 km avec un passage supérieur à deux voies.

L'Alliance PetroCaribe qui avait pour objectif une alliance entre le Gouvernement du Venezuela et les pays des Caraïbes prend fin en Jamaïque. Le directeur général du Fond de développement PetroCaribe (PCDF), a déclaré que le PCDF avait rempli sa mission et serait intégré au ministère des Finances et de la Fonction publique à compter du 31 mars 2019.

La Banque d'Import-Export de la Jamaïque (EXIM) a annoncé que le montant de ses prêts pour le secteur de la production s'élèvera à 9,3 Mds USD pour la prochaine année fiscale, soit 1,8 Md de plus qu'en 2018. Ces prêts auront pour principal objectif l'appui aux activités de marketing et aux analyses de marché. Une attention particulière sera accordée aux micros, petites et moyennes entreprises dans le secteur du tourisme, de l'agroalimentaire, des industries manufacturières, des industries extractives, des activités de service, de l'information et de la télécommunication.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Selon Simón Lizardo Mézquita, directeur général de la Banque Banreservas, 2018 a été une année « extraordinaire » pour l'économie et le secteur financier national, en particulier pour Banreservas, qui a réalisé les bénéfices les plus élevés de ses 77 ans d'existence. Pour rappel, le pays a connu une croissance de 7% de son PIB sur l'année.

Près de 400 000 passagers de croisières ont débarqué en République dominicaine en janvier et février, soit une augmentation de 10% par rapport à l'an dernier. Ce dynamisme est notamment dû à l'arrivée en février dernier du premier bateau de luxe français, Le Ponant.

Sainte Lucie

2017 – PIB : 1,7 Mds USD | Pop : 178 844 hbts

L'Union Européenne met en garde Sainte-Lucie contre son régime fiscal afin que l'île ne soit pas placée sur sa liste noire. D'ici fin 2019, Sainte-Lucie devra moderniser son régime fiscal en faveur de la transparence, et respecter les normes de « fiscalité équitable » en n'offrant pas de régimes préférentiels.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.